

# **Le Capital Social: un concept utile pour comprendre les disparités sociospatiales dans une perspective de développement durable viable ?**

*Christiane Gagnon<sup>1</sup>  
Jean-Guillaume Simard<sup>2</sup>*

Nous avons assisté, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, à un mouvement de métropolisation sans précédent dans les sociétés occidentales. Cette métropolisation, principalement alimentée par l'exode rural, en s'imposant modifie les occupations territoriales et, conséquemment, les modes de vie au sens large du terme. Également, des changements profonds affectent les économies aux échelles tant nationale, régionale que locale. La libéralisation et la mondialisation des marchés poussent ainsi l'offre des territoires à se démarquer, à se spécialiser, voire à s'authentifier entraînant ainsi des recompositions territoriales. À l'intérieur de cette dynamique en mouvement, des écarts sociospatiaux sont observés entre les territoires, notamment entre la ville et la campagne, qu'il s'agisse de démographie, de revenus ou de services privés/publics.

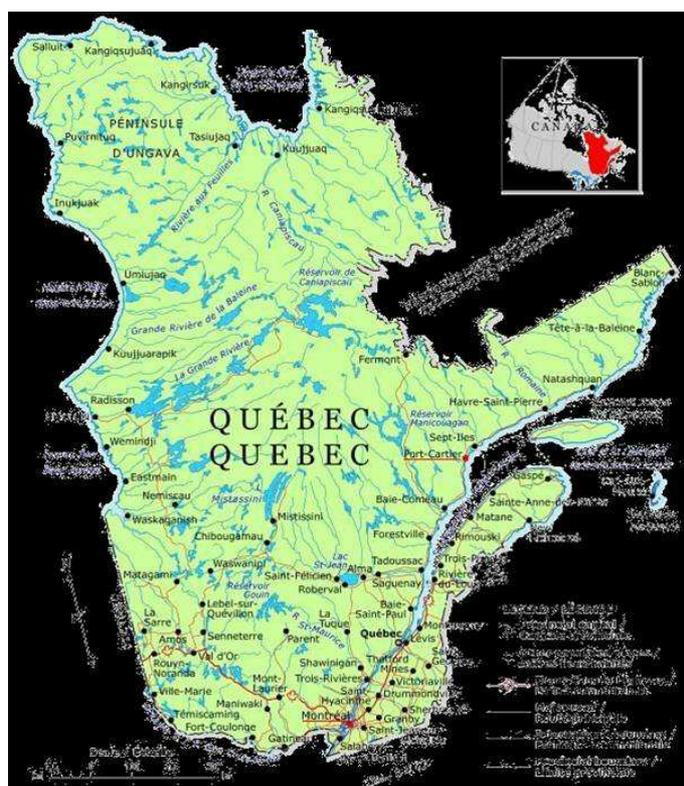
Bien que dans les années soixante et soixante-dix, les politiques publiques d'aménagement du territoire se sont données comme finalité de redresser ces disparités et de favoriser une meilleure équilibre entre les régions, force est de constater que, quelques décennies plus tard, les écarts ont continué d'augmenter entre les territoires gagnants et perdants (Lipietz, 1992) et le nombre de communautés fragilisées se sont multipliées, notamment dans les milieux ruraux (Dugas, 1988 ; Côté et al., 1995). Les sociologues, économistes et géographes se sont penchées sur la problématique des disparités sociospatiales s'intéressant peu à peu à l'ensemble des conditions de développement régional et ensuite de développement local. Mais, au cours des dernières décennies (Tacoli, 1998), cette problématique a été passablement délaissée par les chercheurs et ce particulièrement au Québec (Jean, 2005).

Plus récemment, un certain nombre de chercheurs, plus près de la sociologie (Putman, 1993 ; Fukuyama, 1997; Paxton, 1999; Narayan et Pritchette, 1999; Mohan et Mohan, 2002; Woodhouse, 2006), ont identifié d'autres facteurs explicatifs du dynamisme territorial, tel les réseaux interpersonnels, la confiance mutuelle, les normes qu'ils ont regroupés sous la notion de capital social (CS). Du côté du développement durable (DD), une kyrielle de chercheurs et des organisations internationales des Nations Unies (PNUD, PNUE, etc.) ont mis en exergue l'interdépendance entre les sphères économique, sociale et environnementale pour analyser la durabilité du développement. L'environnement et ses ressources ne sont plus alors considérés seulement comme un capital régulé par le marché, comme une partie intégrante du développement. À cela s'est ajouté, plus récemment, une notion fondamentale, soit celle de la gouvernance territoriale et de la participation citoyenne (Sébastien et Brodagh, 2004, Gagnon 2001).

C'est pourquoi, dans le cadre du colloque, il nous apparaissait pertinent de tenter une réflexion autour des liens, voire des ponts entre les concepts du CS et du DD sous l'angle d'une question : la notion de capital social est-elle utile pour aider à comprendre la dynamique des disparités sociospatiales ? À la lumière du cas québécois (Canada), nous examinons les liens entre CS et DD dans une perspective de développement durable viable, c'est-à-dire humainement équitable (Gagnon, 2007) Cette mise en relation se fait principalement à travers le point 3, les deux premiers points introductifs étant consacrés au contexte, soit le cas de l'occupation du territoire québécois et à l'expression des dites disparités sociospatiales. En conclusion, nous tenterons de répondre à la question posée dans le titre, à savoir si le CS est un concept utile pour comprendre ces disparités.

## 1 L'OCCUPATION DU TERRITOIRE COMME ENJEU HISTORIQUE DE DEVELOPPEMENT : LE CAS DU QUEBEC

Le Québec, province canadienne, possède une population de 7,5 millions d'habitants répartie dans deux métropoles, sept grandes villes et 1 134 municipalités. Le



Carte 1 : province du Québec

territoire québécois s'étend sur une superficie de 1 700 000 kilomètres carrés. Ainsi l'occupation du territoire est sous le signe de la faible densité et des grandes distances séparant les agglomérations. La population, majoritairement rurale au début du siècle dernier, se concentre actuellement dans les agglomérations urbaines. Au XX<sup>e</sup> siècle, suivant la tendance des pays industrialisés, la population urbaine a doublé (voir tableau 1). Ainsi, en 2001, près de 80% de la population québécoise résidait dans des centres urbains, soit les centres ayant une population de plus de 1 000 habitants (Statistique Canada, 2001).

**Tableau 1** : Répartition de la population rurale et urbaine au Québec

	<b>POP. TOTALE</b>	<b>URBAINE</b>	<b>RURALE</b>	<b>URBAIN</b>	<b>RURAL</b>
	Nombre			% de la population	
1901	1 648 898	654 065	994 833	40	60
1941	3 331 882	2 109 684	1 222 192	63	37
1961	5 259 211	3 906 404	1 352 807	74	26
2001	7 237 479	5 817 149	1 420 330	80	20

Compte tenu du caractère distinct de la culture québécoise par rapport à l'ensemble canadien (langue, religion, valeurs, institutions) et de la nécessité de sa protection, l'occupation du territoire québécois s'est toujours imposée comme une priorité gouvernementale (Proulx, 2002). Que ce soit à travers les politiques de colonisation du XIX<sup>e</sup> siècle, les concessions aux entreprises quant à l'exploitation des ressources naturelles ou encore à travers les programmes de régionalisation (création de 10 régions administratives en 1966) et de décentralisation d'une partie des services publics (santé, éducation, loisirs, etc.). L'adoption de lois, telle celle sur la protection du territoire agricole (1978) visant à limiter la spéculation foncière au profit des activités agraires, celle visant la création des municipalités régionales de comtés<sup>3</sup> (1979) ou encore celle forçant les fusions municipales (2000) s'inscrivaient également dans cette optique d'occupation des territoires. Enfin, l'adoption de la première politique nationale de la ruralité (2001) a institué une reconnaissance, de la part du gouvernement du Québec, de l'importance de la vitalité des territoires ruraux dans une occupation dynamique de l'immensité du territoire québécois. Cette politique avait comme objectif premier de donner à ces territoires des outils adaptés à leurs besoins pour favoriser leur mise en valeur et assurer leur développement. Toutefois, ces politiques territoriales n'ont pas considéré les disparités sociospatiales comme un obstacle aux objectifs d'occupation du territoire. Pourtant, les inégalités qui existent entre les centres urbains et les petites communautés, entre les régions périphériques et les métropoles, représentent non seulement une entrave au maintien du peuplement (cf déficit démographique), à l'occupation du territoire, mais également un frein au dynamisme territorial québécois.

## **2 DES DISPARITES SOCIOESPATIALES PERSISTANTES**

Malgré des améliorations sensibles quant aux revenus personnels des québécois, quelle que soit leur région d'appartenance, il n'en demeure pas moins que des disparités se font sentir tant aux échelles infrarégionale, infra-urbaine, qu'entre l'urbain et le rural<sup>4</sup>, notamment dans les régions (Gagnon et al. 2006). Par exemple, les régions ressources

(celles dont l'économie dépend de l'exploitation des ressources naturelles) présentent un indice de développement bien en deçà de la moyenne québécoise et la majorité des municipalités de 5 000 habitants et moins, à vocation agricole, sont en stagnation ou en déclin en termes d'emplois. Également, les recensements nationaux, depuis maintenant près de deux décennies, révèlent un écart croissant du revenu personnel entre les milieux ruraux et urbains. depuis 1991 (Québec, 2004).

À ce titre, l'occupation historique du territoire québécois relève une fragmentation, une cassure (*Le Québec cassé en deux*, 1989), ce qui a pour effet de créer de l'instabilité et de l'incertitude pour le développement territorial durable. À titre d'exemple, toutes les régions ressources québécoises présentent un déficit démographique de même qu'un solde migratoire négatif (Québec, 2004). La migration des jeunes, vers les grands centres, associée au vieillissement de la population rend certaines communautés périphériques fragiles, posant ainsi la question de leur pérennité à moyen terme.

Ainsi les formes empruntées par les disparités ne recouvrent pas que la dimension économique (voir à cet effet les travaux de Amartya Sen, 2000). Elles concernent autant le social que l'environnemental. L'exode des jeunes, l'accès à des équipements collectifs, aux services de santé, les opportunités quant aux emplois de qualité dans le lieu de résidence, le positionnement et capacités d'adaptation des travailleurs, les pollutions diverses et leurs conséquences sur la santé, etc. autant d'effets et de causes d'un déséquilibre, voire d'une inéquité. En effet, nous assistons à une dégradation environnementale tant dans les milieux urbains que ruraux : problématique d'accès et/ou de qualité de l'eau potable, pollution des cours d'eau due à l'agriculture extensive ou à la présence d'industries manufacturières, augmentation du risque environnemental suite à la localisation de sites d'enfouissement des déchets, paysages naturels transformés suite aux infrastructures industrielles, qu'il s'agisse de tourisme ou d'énergie ou de transport, etc.

Du point de vue de la gouvernance, il s'ajoute un déficit dans la représentativité politique des régions périphériques en ce qui a trait entre autre à la gestion des ressources (Carrier et Côté, 2000; Lemieux, 2000). En effet, une large partie de la gestion du territoire échappe à la maîtrise sociale de ces régions, phénomène exacerbé par la nouvelle valorisation des espaces naturels eu égard à la création des espaces protégés et de leur produit d'appel, l'écotourisme (Gagnon, 1998; Gagnon et Gagnon, 2006). L'arrivée des touristes, des néo-ruraux et des citadins en mal d'espaces verts amène de nouvelles règles quant à la consommation de l'espace, créant parfois des conflits d'usages entre les activités récréatives et les activités de production (Gagnon, 2005).

La résolution du problème des disparités sociospatiales au Québec, notamment entre les communautés rurales et urbaines, de même que celle de leur complémentarité, semble indissociable de la viabilité et de la pérennité des communautés dites fragilisées voire dévitalisées. Nous nous sommes donc demandés si les recherches sur le capital social pourraient apporter un nouvel éclairage sur la question du développement territorial ?

### **3 LE CAPITAL SOCIAL : UN DETERMINANT DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ?**

La notion de CS réfère aux réseaux de relations formels et informels qui se tissent entre individus ou encore entre groupes, et qui sont mus par la confiance, la présence de normes communes et la réciprocité. Ces réseaux font parfois la différence entre une communauté viable et vivable (en santé) et une autre en processus de déstructuration. Si des auteurs, dont Bourdieu, reconnaissent au CS une utilité individuelle et personnelle, d'autres (Putman, 1993 ; Fukuyama, 1997; Paxton, 1999; Narayan et Pritchette, 1999; Mohan et Mohan, 2002; Woodhouse, 2006) analysent la présence de ces réseaux sociaux organisés comme un facteur significatif de développement territorial.

En fait, le CS, par la mise en réseau qu'il implique et les sentiments de confiance et de réciprocité qu'ils entraînent entre les individus partageant un même lieu d'appartenance, agirait comme un vecteur de l'action sociale (Putman, 1993 ; Adam et Rončević, 2003; Charbonneau, 2005). Le potentiel d'échanges d'information et son actualisation permettrait une meilleure mobilisation des ressources, mobilisation activant le processus de développement territorial et les savoir-faire. Dans ce sens, les savoirs locaux jouent un rôle primordial dans le développement local viable des communautés (Brassard, 2002 ; Gagnon, 1994).

Le CS pourrait donc être envisagé, selon Putman (1999 ; 2001), comme un déterminant du développement territorial permettant une plus grande conscientisation de la population face aux enjeux qui les affectent et la prise en compte de leurs besoins, de leurs opinions dans le processus décisionnel.

### **4 EN CONCLUSION : DE L'UTILITE DU CAPITAL SOCIAL POUR COMPRENDRE LES DISPARITES SOCIOESPATIALES ?**

Pour répondre à la question posée en titre, *un concept utile pour comprendre les disparités sociospatiales dans une perspective de développement durable viable ?*, nous répondons « oui » c'est-à-dire oui et non. Il y a donc une réponse en deux volets. Oui parce qu'il permet de mieux documenter la dimension sociale des territoires. En effet, le concept attire l'attention sur l'influence que peuvent avoir des facteurs non-économiques dans le processus de développement (Portes, 1988). La mobilisation communautaire et la coopération entre individus et entre organismes permettraient une meilleure valorisation des autres formes de capital (Putman, 1993 ; Woodhouse, 2006). En outre, le capital social permet d'analyser les différences de développement économique sur un plan local (Woolcock and Narayan, 2000; of Lehtonen, 2002; Grootaert and Van Bastelaer, 2002). Plus encore, selon Adam et Roncevic (2003) la présence ou l'absence de capital social donnerait des indices quant à l'explication des différences de développement dans les sociétés post-modernes. La présence de capital social, en agissant sur le bien-être des individus, jouerait également un rôle dans le processus de réduction des inégalités (Stones et Hughes, 2002 ; Krishna et Uphoff, 2002; Fafchamps et Minten, 2002).

Ces considérations et résultats rejoignent en quelque sorte ceux de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED, 1988), qui a donné lieu au rapport Brundtland, où l'équité sociale est considérée comme un objectif de DD, une condition. Les populations locales sont alors parties prenantes et intégrantes de la décision et de la solution, grâce à l'engagement social et la mobilisation. Ainsi ce type de mobilisation citoyenne favoriserait une amélioration du capital environnemental (Pretty and Ward, 2001; Pargal, Gilligan et Huq, 2002) et une meilleure maîtrise sociale du territoire (Krishna and Uphoff, 2002; Isham and Kähkönen, 2002). Malgré les nombreuses affirmations et postulats, clamant les relations inextricables entre le social et l'environnement, les rapports socio-économico-environnementaux restent très peu documentés. Tout de même, les rapports entre la vitalité sociale d'un milieu et le mode de gouvernance des ressources naturelles tendent à démontrer que les régions ressources en difficultés ne possèdent pas ou peu de contrôle sur la gestion de leurs ressources naturelles. Voilà pour la réponse affirmative à la question posée.

Le deuxième volet de la réponse, soit le non, s'appuie d'abord sur le fait que le champ de recherche du CS porte peu ou pas attention au capital environnemental et à ses liens avec les autres formes de capital. Ensuite, si certaines recherches s'intéressent au CS comme facteur de développement territorial et donc d'inégalités, elles ne procurent cependant pas d'outils opérationnels afin de les mesurer. De même, l'opérationnalisation du CS au sens de l'identification des conditions pour opérer un changement institutionnel et politique (Lehtonen, 2006; Adam&Roncevic, 2003), retient peu l'attention des chercheurs.

Par rapport au concept de développement durable viable, c'est-à-dire qui intègre des questions d'équité sociale versus inégalités, de développement humain et solidaire, de qualité de vie et de valeurs (Gagnon, 2007), les liens restent difficiles à faire avec le CS. Non pas tant parce que les concepts ne sont pas apparentés, mais plutôt, dirions-nous, à cause des difficultés posées par une approche transversale des disciplines et des problèmes de développement. Par exemple, les études de suivi des incidences sociales des mégaprojets industriels ([www.uqac.ca/msiaa](http://www.uqac.ca/msiaa)) démontrent que les communautés locales, notamment les groupes sociaux plus démunis, reçoivent peu de bénéfices comparés aux impacts individuels et collectifs sur la qualité de vie.

Un nouveau mouvement et domaine de recherche, soit celui de la justice environnementale, s'intéresse aux corrélations entre les inégalités sociales et les inégalités environnementales (Agyeman et al., 2003; Bullard, 1990; Cole et Promover, 2001; Hofrichter, 1993; Taylor, 2001). Leurs recherches démontrent que l'exposition aux risques environnementaux est plus élevée dans les communautés, rurales ou urbaines, déjà marginalisées (pauvres, afro-américaines et ethniques) (Bullard, 1990; UCC, 1987 ; Wing et Al., 1996 ; 2005), ce qui pose la question de leur empowerment face aux décisions centralisées (Fletcher, 2003; Morello-Frosch et Al., 2002; Smith, 2000).

Interroger les liens avec le CS et capital naturel ou environnemental, sous l'angle des disparités sociospatiales des communautés locales et régionales, n'a été qu'une modeste ébauche de réflexion pouvant mener à un vaste programme de recherche. Cette réflexion renforce l'idée de l'importance, tant au niveau social que scientifique,

d'établir des liens entre les concepts, entre les dimensions du développement, d'adopter des approches transversale et de résolution de problèmes, et ce afin de pouvoir mieux répondre, dans une perspective humaniste, aux impératifs des besoins fondamentaux des populations exclues.

### Notas

- <sup>1</sup> PhD. Professeur titulaire au département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi.
- <sup>2</sup> Doctorant en développement régional à l'Université du Québec à Chicoutimi.
- <sup>3</sup> Entité supra-municipale responsable de fournir un cadre au développement du territoire par l'intermédiaire d'un schéma d'aménagement regroupant une ville centre et des municipalités rurales. En 2006, on en dénombrait 86.
- <sup>4</sup> Par exemple, la superficie des territoires agricoles diminue à l'avantage de nouveaux développements urbains.

### BIBLIOGRAPHIE

- ADAM, Frane et Borut Rončević, *Social capital: recent debates and research trends*, *Social Science information*, 42, 2, p. 155-183, 2003
- AGYEMAN et al. (eds.), 2003, *Just Sustainabilities : Development in an Unequal World*, Cambridge, The MIT Press.
- BULLARD, *Dumping in Dixie: Race, Class, and Environmental Quality*, Boulder, Westview, 1990.
- BLOWER, Andrew, Nuclear waste and landscapes of risk, *Landscape research*, Vol. 24, no. 3, p. 241-264, 1999.
- BLOWER, Andrew et Pieter Leroy, *Power, politics and environmental inequality: A theoretical and empirical analysis of process of "peripheralisation"*, *Environmental politics*, Vol. 3, no. 2, p. 197-228, 1994.
- BRASSARD, Marie-Joëlle, *La valorisation et la reconnaissance des savoirs collectives locaux: un outil de transformation sociale pour les petites communautés?* Thèse de doctorat, UQAC, 2002.
- CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES, *Un Québec cassé en deux*, Gouvernement du Québec (1989)
- COLE, Luke W. et Sheila R. Foster, *From the ground up: environmental racism and the rise of the environmental justice movement*, New York, New York University Press, 244 p. 2001.
- COTE, Serge, Juan-Luis Klein, Marc-Urbain Proulx et Raymond Beaudry, *Et les régions qui perdent ?*, Rimouski, GRIDEQ, 1995.
- DUGAS, Clermont, *Disparité socio-économiques au Canada*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 263 p., 1988.
- FAFCHAMPS, Marcel et Bart Minten, *Social capital and the firm: evidence from agricultural traders in Madagascar*, Grootaert, Christiaan et Thierry van Bastelaer, *The*

*role of social capital in development: an empirical assessment*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 125-154, 2002.

FLETCHER, *From Love Canal to Environmental Justice: The Politics of Hazardous Waste on the Canada-U.S. Border*. Peterborough: Broadview press, 2003.

FUKUYAMA, Francis, *La confiance et la puissance: vertus sociales et prospérité économique*, Paris, Plon, 412 p., 1997.

GAGNON, Christiane, Les motifs, objectifs et orientations du guide québécois pour des Agendas 21<sup>e</sup> siècle locaux. Dans GAGNON, C. (Éd) et E., ARTH (en collab. avec). *Guide québécois pour des Agendas 21<sup>e</sup> siècle locaux*, [En ligne] [http://www.a21l.qc.ca/9546\\_fr.html](http://www.a21l.qc.ca/9546_fr.html) (page consultée le 26 juin 2007), 2007.

GAGNON, Christiane et Serge Gagnon (dir.), *L'écotourisme, entre l'arbre et l'écorce : de la conservation au développement viable des territoires*, Québec: Presses de l'Université du Québec, 414 p., 2006.

GAGNON, Christiane, 2002, *Modèle de suivi des incidences sociales, évaluation environnementale et développement régional viable*, Université du Québec à Chicoutimi, Saguenay, 163 p. sur le site [www.uqac.ca/msiaa](http://www.uqac.ca/msiaa)

GAGNON, Christiane, *Gouvernance environnementale et évaluation des impacts sociaux: un défi de citoyenneté*. Dans S. Poulin, J.-L. Klein et Carole Tardif (dir.). *Géographie et société*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec. p.257-269, 2001.

Gagnon, Christiane, 1998, « Communautés locales, parcs nationaux et industrie touristique: une évaluation des impacts sociaux », Serge Côté et Marc-Urbain Proulx (dir.), *Espaces en mutation*, Chicoutimi et Rimouski : GRIR et GRIDEQ. pp.135-152.

GAGNON, Christiane, *La recomposition des territoires*, Paris, L'Harmattan, 271 p. 1994.

GAGNON, Christiane, Serge Gagnon et Luc-Normand Tellier, 2006, *Dynamiques de développement territorial de MRC au Québec et contribution du secteur privé : étude de cas comparatives – Rapport synthèse de recherche*, CRDT, 132 p. Disponible en ligne au [www.uqac.ca/cgagnon](http://www.uqac.ca/cgagnon)

GAGNON, Serge, , *Les conflits d'utilisation du sol en espaces rural: un problème fondamental de différenciation régionale lié à l'occupation oisive du territoire*, Bruno Jean et Danielle Lafontaine (dir.), *Territoires et fonctions – tome 2 Des pratiques aux paradigmes : Les systèmes régionaux et les dynamiques d'innovation en débats*, Rimouski, GRIDEQ et CRDT, p. 205-216, 2005.

Gouvernement du Québec, *Portrait socioéconomique des régions du Québec*, Québec, Développement économique, innovation et exportation, 117 p, 2004.

Getches et Pellow, *Beyon "Traditional" Environmental Justice*», Mutz et al., *Justice and Natural Resources : Concepts, Strategies, and Applications*, Washington, Highland Press, p.3-30, 2002.

HOFRICHTER, *Introduction. In Toxic Struggles: The Theory and Practice of Environmental Justice*, ed. R Hofrichter, Philadelphie: New Society Publishers, p. 1-10, 1993.

JEAN, Bruno, *La recomposition des rapports entre la ruralité et l'urbanité au Québec; vers de nouvelles stratégies pour un développement territorial solidaire*, Danielle Lafontaine et Bruno Jean (dir.), *Territoires et fonctions tome 1 Des politiques aux*

*théories* : les modèles de développement régional et de gouvernance en débats, Rimouski, GRIDEQ et CRDT, p. 241-256, 2005.

KRISHNA, Anirudh et Norman Uploof, Mapping and measuring social capital through assessment of collective action to conserve and develop watersheds in Rajasthan, India, Grootaert, Christiaan et Thierry van Bastelaer, *The role of social capital in development: an empirical assessment*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 85-124, 2002.

MOHAN, Giles et John Mohan, Placing social capital, *Progress in Human Geography*, vol. 26, no. 2, p. 191–210, 2002.

Morello-Frosch et al., Environmental Justice and Regional Inequality in Southern California: Implication for Future Research, *Environmental Health Perspectives*, Vol.10 supp. 2, p. 149-154, 2002.

NARAYAN, Deepa et Lant Pritchette, Cents and sociability: household income and social capital in rural Tanzania, *Economic development and cultural change*, vol. 47, no. 4, p. 871-897, 1999.

PAXTON, Pamela, Is Social Capital Declining in the United States? A Multiple Indicator Assessment, *American Journal of Sociology*, Vol. 105, No. 1, p. 88–127, 1999.

PELLOW, David N., Environmental inequality formation: Toward a theory of environmental injustice, *The American behavioural scientist*, vol. 43, no. 4, p. 581-601, 2000.

PORTES, Alejandro, *Social capital: its origins and applications in modern sociology* », *Annual Review of Sociology*, 24, p. 1-24. 1998.

PROULX, Marc-Urbain, , *L'économie des territoires au Québec*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 364 p., 2002.

PUTMAN, D. Robert, *Making democracy work*, Princeton, Princeton University Press, 258 p., 1993.

SEBASTIEN Léa et Christian Brodhag., A la recherche de la dimension sociale du développement durable in *Développement durable et territoires*. Dossier no. 3. [http://www.revue-ddt.org/dossier003/D003\\_A02.htm](http://www.revue-ddt.org/dossier003/D003_A02.htm), 2004.

SEN, Amartya, , *Repenser l'inégalité*, Paris, Éditions le Seuil, 281 p., 2000.

TACOLI, Cecilia, , *Rural-urban interactions: a guide to the literature*, Environment and Urbanization, Vol. 10, No. 1, p.147-166, 1998.

United Church of Christ, *Toxic waste and race in the United States: A national report on the racial and socio-economic characteristics of communities with hazardous waste sites/*. New-York: United Church of Christ, 1987.